Nations Unies A/74/598

Assemblée générale

Distr. générale
19 décembre 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session
Point 152 de l'ordre du jour
Financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre

Exécution du budget de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre pour l'exercice allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019

Rapport du Secrétaire général

Table des matières

		Page
I.	Introduction	4
II.	Exécution du mandat	4
	A. Considérations générales	4
	B. Utilisation des crédits	4
	C. Activités d'appui de la mission	6
	D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional	6
	E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats	6
III.	Exécution du budget	28
	A. Ressources financières	28
	B. Récapitulatif des réaffectations de ressources	29
	C. Évolution des dépenses mensuelles	29
	D. Autres produits et ajustements	30
	E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome	30
	F. Contributions non budgétisées	31
IV.	Analyse des écarts	31
V.	Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre	34

19-22038 (F) 290120 050220

Merci de recycler

Résumé

La corrélation entre les dépenses de l'exercice allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019 et l'objectif de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre est mise en évidence dans des tableaux axés sur les résultats, qui présentent une analyse par composante (composante Affaires politiques et civiles, composante militaire, composante Police des Nations Unies et composante Appui).

Durant l'exercice considéré, la Force a poursuivi ses opérations conformément à son objectif général, qui est d'assurer la paix et la sécurité à Chypre.

La Force a engagé des dépenses d'un montant de 51,6 millions de dollars au cours de l'exercice considéré, ce qui représente un taux d'exécution du budget de 97,4 % (contre des dépenses d'un montant de 54 millions de dollars et un taux d'exécution de 100 %, au cours de l'exercice 2017/18).

Le solde inutilisé de 1,4 million de dollars s'explique par le fait que les dépenses ont été inférieures aux prévisions au titre : des militaires et du personnel de police (0,7 million de dollars), essentiellement parce que les coûts afférents à l'indemnité de subsistance (missions) versée aux officiers d'état-major et au personnel de police des Nations Unies ont été moins élevés que prévu en raison du déploiement d'un nombre d'officiers d'état-major inférieur aux prévisions et de l'incidence de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis ; du personnel civil (0,6 million de dollars), essentiellement parce les dépenses au titre des traitements du personnel recruté sur le plan national ont été inférieures aux prévisions compte tenu de l'incidence de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis et de dépenses communes de personnel moins élevées que prévu pour le personnel recruté sur le plan international.

Exécution du budget : ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019.)

			Écart	
Catégorie	*Montant alloué*	*Dépenses*	*Montant*	*Pourcentage*
Militaires et personnel de police	22 107,6	21 363,9	743,7	3,4
Personnel civil	15 365,3	14 732,3	633,0	4,1
Dépenses opérationnelles	15 466,0	15 460,7	5,3	0,0
Montant brut	**52 938,9**	**51 556,9**	**1 382,0**	**2,6**
Recettes provenant des contributions du personnel	2 527,5	2 445,1	82,4	3,3
Montant net	**50 411,4**	**49 111,8**	**1 299,6**	**2,6**
Contributions volontaires en nature (budgétisées)	592,2	456,2	136,0	23,0
Montant total	**53 531,1**	**52 013,1**	**1 518,0**	**2,8**

Exécution du budget : ressources humaines

Catégorie	*Effectif approuvé*[a]	*Effectif réel (moyenne)*	*Taux de vacance (pourcentage)*[b]
Contingents	860	808	6,0
Police des Nations Unies	69	67	2,9
Personnel recruté sur le plan international	38	36	5,3
Personnel recruté sur le plan national			
Administrateurs	4	4	0,0
Agents des services généraux	115	113	1,7
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	1	1	0,0

[a] Niveau maximum de l'effectif autorisé.
[b] Compte tenu de l'effectif réel et de l'effectif approuvé, mois par mois.

Les décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre sont énoncées au chapitre V du présent rapport.

I. Introduction

1. Présenté dans le rapport du Secrétaire général en date du 7 février 2018 (A/72/735), le projet de budget de fonctionnement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) pour l'exercice allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019 s'élevait, en chiffres bruts, à 55 152 000 dollars (montant net : 52 599 100 dollars), compte non tenu de contributions volontaires en nature d'un montant de 592 200 dollars. Les crédits demandés devaient couvrir les dépenses afférentes au déploiement de 860 membres des contingents, 69 membres de la Police des Nations Unies, 38 agents recrutés sur le plan international, 119 agents recrutés sur le plan national et 1 membre du personnel temporaire (autre que pour les réunions) recruté sur le plan international.

2. Dans son rapport du 18 avril 2018, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a recommandé que l'Assemblée générale ouvre un crédit d'un montant brut de 54 438 900 dollars pour l'exercice considéré (A/72/789/Add.3, par. 35).

3. Dans sa résolution 70/273, l'Assemblée générale a ouvert un crédit d'un montant brut de 52 938 900 dollars (montant net : 50 411 400 dollars) aux fins du financement du fonctionnement de la Force pour l'exercice 2018/19. La totalité de ce montant a été mise en recouvrement auprès des États Membres.

II. Exécution du mandat

A. Considérations générales

4. Le Conseil de sécurité a établi le mandat de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre dans sa résolution 186 (1964) et l'a prorogé dans des résolutions ultérieures. Il a énoncé le mandat correspondant à l'exercice considéré dans ses résolutions 2430 (2018) et 2453 (2019).

5. La Force a pour mandat d'aider le Conseil de sécurité à atteindre un objectif général, qui est d'assurer la paix et la sécurité à Chypre et le retour à une situation normale.

6. Dans le cadre de cet objectif général, la Force a contribué à un certain nombre de réalisations au cours de l'exercice, en exécutant les principaux produits décrits dans les tableaux ci-après. Ceux-ci présentent les réalisations et les produits par composante : composante Affaires politiques et civiles, composante militaire, composante Police des Nations Unies et composante Appui.

7. On trouvera dans le présent rapport une évaluation des résultats de l'exercice 2018/19, effectuée sur la base des tableaux axés sur les résultats présentés dans le budget. En particulier, y sont mis en regard, d'une part, les indicateurs de succès effectifs – qui mesurent les progrès accomplis pendant l'exercice par rapport aux réalisations escomptées – et les indicateurs de succès prévus, et, d'autre part, les produits exécutés et les produits prévus.

B. Utilisation des crédits

8. Au cours de l'exercice considéré, les recommandations issues de l'examen stratégique de la Force, qui a été effectué en 2017 et fait l'objet d'un rapport du Secrétaire général au Conseil de sécurité (S/2017/1008), ont été intégralement appliquées.

9. Après avoir appliqué ces recommandations, la Force a continué de suivre une démarche intégrée reposant sur une étroite collaboration entre ses composantes Affaires politiques et civiles, militaire et Police. Elle a renforcé la surveillance de la zone tampon et le repérage des activités menées dans cette zone grâce à une coordination accrue et à un commandement et un contrôle efficaces. Elle a non seulement mené des activités de prévention avec les membres de la police des Nations Unies, mais aussi continué de faciliter le règlement des litiges d'ordres divers entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque en promouvant le dialogue et la coopération grâce à des activités bicommunautaires menées dans toute l'île et en appuyant la mise en place de mesures de confiance, visant notamment à ouvrir de nouveaux points de passage. Les membres de la police des Nations Unies ont continué de faciliter les escortes au point de passage de Limnitis/Yesilirmak mais les activités de surveillance de la Force se sont considérablement intensifiées au cours de l'exercice considéré en raison de l'ouverture de deux points de passage supplémentaires à Deryneia/Derynia et Lefka/Lefke.

10. Afin de favoriser le retour à des conditions de vie normales, la Force a continué de surveiller la zone tampon en organisant des patrouilles et d'apporter une aide humanitaire aux membres des deux communautés en fonction des besoins. L'intensification des activités civiles dans la zone tampon, qui fait partie intégrante de l'action menée en faveur de la normalisation des relations, a accru la pression exercée sur la Force pour qu'elle y règle les litiges et les violations. La Force a continué de faire face à des difficultés causées par l'accroissement du nombre de réfugiés et de migrants sans papiers, principalement originaires de la République arabe syrienne, qui ont rejoint la partie sud de l'île en traversant illégalement la zone tampon.

11. Pendant l'exercice considéré, la Force a affermi son appui aux groupes de la société civile désireux de se coordonner et de coopérer avec les communautés pour mieux contribuer au processus de paix. Elle a également favorisé la mise en œuvre des mesures de confiance voulues et convenues par les dirigeants des deux communautés. Il s'est notamment agi d'ouvrir de nouveaux points de passage et, avec l'aide du Service de la lutte antimines de l'ONU, de tenir prêts des moyens techniques de déminage.

12. La Force a facilité les travaux du Comité technique de la criminalité et des questions pénales, du Comité technique des points de passage, du Comité technique du patrimoine culturel, du Comité technique de l'environnement et du Comité technique chargé des questions humanitaires. Elle a également assisté la Représentante spéciale du Secrétaire général pour Chypre et Chef de mission, qui assume les fonctions de Conseillère spéciale adjointe du Secrétaire général pour Chypre, dans les efforts qu'elle déploie pour favoriser la reprise des négociations entre les dirigeants chypriote grec et chypriote turc.

13. En ce qui concerne la mise en œuvre des dispositions des résolutions du Conseil de sécurité sur les femmes et la paix et la sécurité, ainsi que de son mandat relatif à la prise en compte des questions de genre, la Force a étendu ses activités de sensibilisation aux organisations féminines de la société civile et amélioré l'image qu'avait le public du rôle que les femmes pouvaient jouer dans la recherche d'un règlement politique durable. La Force a également continué de renforcer la prise en compte des questions de genre sur le lieu de travail, par l'intermédiaire de mesures favorisant la confiance entre les communautés. En outre, ces questions ont été davantage prises en compte au sein de ses composantes police, militaire et civile, au moyen d'activités de formation et de renforcement des capacités, ainsi que du développement de compétences techniques en la matière.

14. Afin d'optimiser les synergies au sein de l'équipe de pays des Nations Unies, qui comprend la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre, le Programme des Nations Unies pour le développement, le Haut-Commissariat des

Nations Unies pour les réfugiés, le Comité des personnes disparues à Chypre et l'Organisation internationale pour les migrations, la Force a intensifié ses activités de coordination visant à aider les parties à parvenir à un règlement durable de la situation.

C. Activités d'appui de la mission

15. Au cours de l'exercice considéré, la Force a continué de mettre en œuvre des mesures d'utilisation rationnelle de l'énergie et d'améliorer ses pratiques en matière de gestion de l'environnement, l'objectif étant de réduire plus avant son empreinte écologique en ayant davantage recours aux sources d'énergie renouvelables, en diminuant la consommation de combustibles fossiles et en réduisant la production de déchets. Ces mesures lui ont permis d'améliorer ses services en ce qui concerne les installations et infrastructures, les transports terrestres, les communications et l'informatique.

D. Coopération avec des entités des Nations Unies au niveau régional

16. Au cours de l'exercice considéré, la Force est demeurée la « zone de sécurité » désignée pour les opérations des Nations Unies implantées dans la région, ainsi que le lieu d'affectation administratif des entités des Nations Unies opérant en République arabe syrienne et au Yémen. Face à la montée des tensions dans la région, elle a continué d'entretenir des liens de coopération étroits avec les autres missions des Nations Unies déployées à proximité, dont la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement (FNUOD), l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST), le Bureau du (de la) Coordonnateur(trice) spécial(e) des Nations Unies pour le Liban et le Bureau du Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, notamment en participant aux conférences des commandants des forces dans la région. Elle a apporté son plein appui au Comité des personnes disparues à Chypre et à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre.

E. Cadres de budgétisation axée sur les résultats

Composante 1 : affaires politiques et civiles

17. Conformément à son mandat, la Force a continué de faciliter le règlement de diverses questions entre les deux communautés. Pendant l'exercice, elle a aidé à renforcer le dialogue et la coopération en appuyant l'organisation d'activités bicommunautaires sur l'ensemble de l'île, en favorisant les échanges entre les communautés et en prenant de nouvelles mesures de confiance, notamment en ce qui concerne l'ouverture de nouveaux points de passage dans la zone tampon, annoncée par les dirigeants des deux communautés en mai 2015. Elle a également continué de contribuer à l'action menée pour normaliser les conditions de vie dans cette zone en améliorant la localisation des activités civiles, notamment l'agriculture et la construction. Elle n'a pas cessé de s'employer à empêcher l'exécution d'activités non autorisées dans la zone tampon, en renforçant ses mécanismes et instruments de suivi des violations des règles relatives à l'accès à cette zone et à son utilisation. Enfin, elle a continué de fournir une assistance humanitaire aux membres des deux communautés, selon que de besoin.

18. En l'absence de pourparlers directs qui permettraient aux deux parties de régler les problèmes, la Force a considérablement renforcé sa fonction de liaison sur le plan

des affaires politiques et civiles en vue de trouver des solutions et d'éviter les crises. Elle a assuré la liaison entre les responsables et les autorités de l'une et l'autre partie afin d'empêcher que les tensions ne s'aggravent et de définir la voie à suivre en vue de la reprise des pourparlers.

19. Le Bureau de la Représentante spéciale a continué de coordonner l'élaboration du plan de transition en prévision d'un règlement éventuel de la question, conformément aux dispositions des résolutions 2430 (2018) et 2453 (2019) du Conseil de sécurité. La Force a assisté la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre, y compris sur des sujets ayant trait à la politique et au maintien de la paix, et facilité le travail des comités techniques et l'application des mesures adoptées par ces derniers en vue d'améliorer les relations quotidiennes entre les deux communautés. Elle a également fourni à la mission de bons offices un appui en matière politique et sur les plans de l'information, de la logistique et de l'administration. En outre, le Bureau de la Représentante spéciale a continué de collaborer étroitement avec l'équipe de pays des Nations Unies.

Réalisation escomptée 1.1 : Amélioration des rapports entre les communautés chypriote grecque et chypriote turque

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Augmentation du nombre de projets conjoints, de manifestations sociales et culturelles, de réunions politiques et économiques et de réunions avec la société civile, ainsi que d'autres activités connexes, organisés sous l'égide de la Force, qui contribuent à améliorer les relations intercommunautaires (2016/17 : 367 ; 2017/18 : 309 ; 2018/19 : 425)	Au total, 500 activités bicommunautaires ont été menées, dont 8 réunions de partis politiques Le nombre d'activités, supérieur aux prévisions, est imputable au renforcement des capacités de liaison et de mobilisation dans toutes les composantes et à l'intensification des efforts de coordination déployés par les différentes composantes pour promouvoir les initiatives intercommunautaires au-delà de Nicosie
Compréhension et prévention ou règlement de tout incident lié à des activités civiles pouvant susciter des tensions entre les deux parties, avec le concours de la Force ou grâce à son intervention directe	Il y a eu quelques tensions liées aux activités agricoles pendant les saisons des semailles et des récoltes de novembre 2018 et mai 2019
Sensibilisation accrue du public au sujet de la Force et du rôle qu'elle joue dans la création de conditions propices à la recherche d'une solution politique	Objectif atteint, par divers moyens (médias, notes d'information et activités de sensibilisation)
Renforcement du dialogue avec les organisations de femmes de la société civile afin d'intégrer une démarche antisexiste dans les activités intercommunautaires, de tenir systématiquement compte de la problématique femmes-hommes dans les activités de sensibilisation et d'améliorer l'image qu'a le public, dans les deux communautés, du rôle que les femmes jouent dans la recherche d'un règlement politique durable	Objectif atteint, grâce à la participation de 120 représentantes de 12 organisations de femmes de la société civile à 160 activités intercommunales. En tout, 5 487 femmes ont participé à des manifestations intercommunales En outre, 62 manifestations s'adressant directement aux organisations de femmes de la société civile et activités de sensibilisation destinées aux femmes ont été organisées ou appuyées par la Force

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Soutien aux mesures de confiance, appui accru aux travaux des comités techniques et à l'application de leurs décisions, et facilitation des négociations dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre	40	Réunions du Comité technique du patrimoine culturel
	2	Réunions du Comité technique de l'environnement
	7	Réunions du Comité technique chargé des questions humanitaires
Échanges hebdomadaires avec les autorités compétentes, les partis politiques et les représentants de la société civile, notamment ceux qui défendent l'égalité des sexes, et des communautés chypriotes, ainsi qu'avec les organismes et programmes des Nations Unies, les donateurs et la communauté diplomatique, afin d'élargir et de renforcer les rapports intercommunautaires et les activités conjointes pour prévenir ou régler les litiges, y compris ceux revêtant un aspect juridique, susceptibles d'engendrer des tensions, pour renforcer la confiance entre les communautés et pour améliorer leurs interactions	Oui	Des échanges ont eu lieu avec les autorités compétentes des deux parties, y compris au niveau local (municipal), ainsi qu'avec des représentants et membres des communautés
Analyse, à l'intention des sections concernées et de la Cellule d'analyse conjointe de la mission, des informations collectées lors des échanges hebdomadaires et de la façon dont les perceptions locales évoluent	Oui	Les résultats de l'analyse des informations recueillies ont été communiqués aux sections concernées et à la Cellule d'analyse conjointe de la Mission
Application, dans le cadre de l'action menée pour améliorer les relations entre les communautés, pour promouvoir la participation de la société civile et des organisations qui encouragent l'adoption d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans la recherche d'un règlement global de la situation et pour appuyer la mission de bons offices, d'une stratégie d'information et de communication prévoyant notamment la production de 360 rapports de suivi des médias et de 120 revues et points de presse, la traduction de 4 600 rapports de suivi, la publication de 50 rapports de suivi bilingues de fin de semaine et la rédaction de 1 000 notes d'information, ainsi que l'organisation de rencontres régulières avec la presse qui sont l'occasion pour le Conseiller spécial ou la Représentante spéciale de faire des déclarations	260	Rapports de suivi des médias
	128	Revues et points de presse
	3 520	Traductions de rapports de suivi
	52	Rapports de suivi bilingues de fin de semaine
	368	Notes d'information
		Les produits sont moins nombreux que prévu du fait que les pourparlers de paix sont suspendus depuis juillet 2017 et que plusieurs produits d'information ont été rationalisés de façon à réduire au minimum les doubles emplois
Mise en œuvre d'une stratégie d'analyse des médias sociaux dans le cadre de laquelle les actualités, les vues des principales personnes d'influence, l'activité politique et le débat public	23	Rapports d'analyse des médias sociaux
		Ce chiffre inférieur aux prévisions s'explique par le fait que les priorités concernant les activités d'appui à la Cellule d'analyse

sur le problème de Chypre sont examinés et font l'objet de 52 rapports par an		conjointe de la mission ont été redéfinies, comme recommandé à l'issue de l'examen stratégique, de façon à renforcer la liaison avec les communautés et la mobilisation de celles-ci, et par la suspension des pourparlers de paix en 2017
Préparation, production et publication de produits destinés aux médias sociaux, comprenant notamment 300 publications sur Facebook, 500 sur Twitter, 250 sur Flickr et 24 sur YouTube, 200 mises à jour de sites Web et 4 campagnes globales menées dans les médias sociaux	306	Publications sur Facebook
	524	Publications sur Twitter
	198	Photos ou publications sur Flickr
	26	Publications sur YouTube
	207	Mises à jour de sites Web
	4	Campagnes globales menées dans les médias sociaux
Soutien à l'organisation de 12 manifestations de sensibilisation des communautés et des médias dans l'ensemble de l'île	12	Activités de sensibilisation ont été organisées, notamment des expositions sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes, des projets et des manifestations bicommunautaires, et d'autres manifestations officielles des Nations Unies
Soutien aux activités de communication concernant le déminage, l'exploitation et les atteintes sexuelles et l'égalité des sexes, comprenant notamment l'élaboration de 4 vidéos et 10 articles et communiqués de presse, l'organisation de 3 réunions-débats, la traduction de 20 documents et la préparation de rencontres avec les médias, selon que de besoin	4	Vidéos
	11	Articles et communiqués de presse
	3	Réunions-débats
	28	Rapports ou comptes rendus des rencontres entre la presse et des fonctionnaires ont été traduits
Renforcement de la capacité de la Force de contribuer au travail des médias des deux communautés et de la presse internationale grâce à 300 présentations de fond, 50 entretiens et 50 visites accordées aux médias, et à la publication de 30 déclarations à la presse	321	Présentations de fond
	54	Entretiens accordés aux médias
	62	Visites accordées aux média
	28	Déclarations à la presse
Organisation régulière d'activités visant à faciliter les travaux du Comité technique de l'égalité des sexes et d'autres entités qui défendent ce principe, en collaboration avec la mission de bons offices du Secrétaire général	Non	La Force a tenu des réunions périodiques avec le Comité technique de l'égalité des sexes mais aucun résultat tangible n'a été obtenu. Par conséquent, en collaboration avec la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre, la Force a maintenu le contact avec des organisations de la société civile pour discuter des préoccupations des femmes dans la perspective d'une éventuelle reprise des pourparlers

Réalisation escomptée 1.2 : Accomplissement de progrès vers la normalisation des conditions de vie des habitants de la zone tampon administrée par les Nations Unies, des Chypriotes grecs et des maronites de la partie nord et des Chypriotes turcs de la partie sud

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Poursuite des projets civils autorisés dans la zone tampon, notamment des projets agricoles, des projets de construction d'immeubles commerciaux et résidentiels, et des projets de réparation et d'entretien des infrastructures (2016/17 : 36 ; 2017/18 : 33 ; 2018/19 : 70)	Au total, 38 projets ont été évalués et 34 approuvés. Ce chiffre est inférieur aux prévisions en raison du manque de moyens financiers des demandeurs locaux d'autorisation de projets de construction dans la zone tampon et du peu d'intérêt manifesté par ceux-ci à l'égard de tels projets
Maintien du nombre d'activités civiles autorisées dans la zone tampon (2016/17 : 2 188 ; 2017/18 : 1 654 ; 2018/19 : 2 500)	Au total, 1 114 activités civiles ont été autorisées dans la zone tampon (131 permis d'exploitation agricole, 116 permis de pâturage, 515 permis de travail et 352 autorisations d'accès ont été délivrés). En outre, 1 040 escortes ont été assurées pour faciliter les activités civiles Le nombre d'activités, inférieur aux prévisions, s'explique par la prolongation de la durée de validité des permis, qui est passée de six mois à un an ou plus
Règlement de toutes les questions soulevées par les communautés minoritaires de l'une et l'autre partie	Il reste 4 problèmes essentiels concernant les droits civils, politiques et religieux des minorités chypriotes grecques et turques. Compte tenu de la nature politique de ces questions, ils ne pourront être réglés sans un changement d'orientation de la part des autorités respectives
Amélioration des outils permettant de localiser les activités civiles dans la zone tampon, d'en contrôler la conformité et de répertorier les cas de non-conformité	Objectif atteint, par l'évaluation de 2 192 parcelles de terrain en vue de la localisation de zones de tension et par la localisation contextuelle en continu, destinée à faciliter le repérage des cas de non-respect des dispositions applicables
Élaboration et mise en œuvre d'un plan visant à renforcer la présence de la Force sur le terrain et à mieux coordonner les activités de liaison dans les secteurs	Objectif atteint, par la mise en place du Groupe de coordination entre composantes dans les secteurs, qui s'est réuni chaque semaine pour planifier et coordonner les activités opérationnelles et de liaison dans tous les secteurs

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Coordination hebdomadaire des activités relevant des affaires civiles entre les composantes au niveau du commandement des différents secteurs (Affaires civiles, Police des Nations Unies et composante militaire)	111	Réunions du Groupe de coordination entre composantes dans les secteurs
Vérification et analyse mensuelles des informations (données et cartes) pour soutenir la gestion des activités civiles dans la zone tampon	12	Des données ont été recueillies tous les mois
Collecte hebdomadaire d'informations sur les avis de la population locale, notamment des	50	Rapports

représentants communautaires, des femmes et des jeunes, l'objectif étant de promouvoir un dialogue et des interactions intercommunautaires plus ciblés		
Conduite de visites hebdomadaires auprès de Chypriotes grecs et de maronites de la partie nord et d'échanges avec eux	119	Visites humanitaires, dont 12 remises de chèques de pension (uniquement pour les Chypriotes grecs), 70 livraisons de fournitures humanitaires et 37 visites à domicile
Organisation de six réunions avec les autorités compétentes pour régler les questions liées, entre autres, au logement, à l'aide sociale, à l'éducation, à la justice et à l'emploi qui touchent les Chypriotes turcs de la partie sud	47	Réunions et consultations avec les autorités chypriotes grecques compétentes et les civils chypriotes turcs Le nombre de produits a été plus élevé que prévu en raison du renforcement du dialogue mené au niveau local avec la communauté chypriote turque résidant dans le village bicommunautaire de Pyla
Organisation de réunions quotidiennes avec les autorités locales et la population civile destinées à promouvoir le respect des procédures de la Force concernant l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles	142	Réunions de sensibilisation à l'intention des agriculteurs
	83	Visites conjointes sur le terrain
	372	Réunions avec les autorités locales
	250	Activités de liaison avec des particuliers
Examen quotidien des demandes présentées par des civils désirant accéder à la zone tampon ou y exercer une activité	1 241	Demandes ont été examinées.
Contacts quotidiens avec les autorités aux fins du règlement des problèmes rencontrés par les deux communautés, notamment dans les domaines éducatif, culturel, religieux, environnemental et juridique	257	Échanges de correspondance officielle avec les autorités sur des questions éducatives, culturelles et religieuses qui préoccupent les Chypriotes grecs, les Chypriotes turcs ou d'autres communautés minoritaires de l'île
Visites mensuelles des lieux de détention et observation de procédures judiciaires, des deux côtés de l'île, afin de contrôler le bien-être et les conditions de détention (notamment la non-discrimination) des prisonniers et détenus issus de minorités et fourniture d'une escorte lors des visites familiales, selon que de besoin	26	Visites de prison (24 dans la partie nord et 2 dans la partie sud)
Facilitation, grâce aux contacts avec les autorités compétentes et des groupes de la société civile de part et d'autre, de pèlerinages et autres manifestations religieuses ou culturelles dans des lieux situés des deux côtés de l'île ou dans la zone tampon et fourniture d'escortes, selon que de besoin	138	Demandes relatives à des célébrations religieuses et culturelles
Fourniture de conseils juridiques sur des questions relatives à l'exécution du mandat de la Force et aux activités civiles dans la zone tampon	Oui	Des conseils juridiques ont été dispensés sur des questions relatives à l'exécution du mandat de la Force et aux relations qu'elle

	entretient avec les autorités gouvernementales et locales

Réalisation escomptée 1.3 : Amélioration de la compréhension des facteurs influant sur l'exécution du mandat de la Force grâce aux travaux d'une Cellule d'analyse conjointe de la mission

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Publication, par la Cellule d'analyse conjointe de la mission et à l'intention des dirigeants de la Force, de rapports analytiques sur les affaires politiques, civiles et sécuritaires ainsi que sur d'autres faits nouveaux susceptibles d'influer sur le contexte politique et opérationnel dans lequel intervient la Force (2017/18 : sans objet ; 2018/19 : 6)	Objectif atteint. Au total, 7 rapports analytiques ont été publiés à l'intention des dirigeants de la Force, soit trois rapports sur des questions relatives à la zone tampon, un rapport sur l'analyse du conflit et trois rapports sur l'analyse des tendances

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ounombre*	*Observations*
Élaboration et mise en œuvre à l'échelle de la Force d'un plan de collecte d'informations et diffusion, auprès de la Représentante spéciale du Secrétaire général et Chef de la mission, de plus de six produits analytiques et évaluations prévisionnelles en vue de l'aider à prendre des décisions fondées sur des données d'observation	7	Produits analytiques mis au point à l'intention de la direction de la Force, y compris un plan d'information à l'échelle de la mission et un inventaire des besoins d'information prioritaires à l'échelle de la mission
Liaison hebdomadaire avec un réseau de contacts issus du milieu politique, de la société civile et du secteur de la sécurité, l'objectif étant de recueillir des informations provenant de diverses sources afin de permettre à la Force d'établir des rapports analytiques sur les affaires politiques et civiles et les questions de sécurité à l'intention de ses dirigeants	7	Produits analytiques, tels qu'indiqués ci-dessus

Composante 2 : composante militaire

20. Au cours de l'exercice considéré, la Force a appliqué les autres recommandations issues de l'examen stratégique effectué en novembre 2017, à savoir : a) réduire de façon progressive et échelonnée ses effectifs, pour ramener le nombre de soldats de 860 à 802 à la fin de la période considérée, qui a débuté en mars 2018 et s'est achevée le 30 juin 2019 ; b) réorganiser la Force pour que les effectifs affectés au secteur 4 et à la Réserve mobile proviennent d'un seul pays fournisseur de contingents ; c) réinstaller le personnel militaire du secteur 2, logé à l'hôtel Ledra Palace, dans de nouveaux locaux, à la caserne Wolseley ; d) porter la proportion de femmes dans les effectifs militaires à 10 %, contre 6 % pour l'exercice précédent. En outre, la Force a affecté 10 membres des contingents autorisés aux activités de liaison et de dialogue dans les secteurs afin d'assurer la continuité de la mission et de renforcer sa capacité à mener des opérations avec les forces en présence et les interlocuteurs civils et à influer sur la conduite de ces opérations.

21. La Force a continué d'axer ses activités sur le maintien de la stabilité et sur l'instauration de conditions propices à un règlement politique durable entre les deux parties. Le maintien du calme le long des lignes de cessez-le-feu et dans la zone

tampon est demeuré la principale priorité. La Force a également mis en œuvre plusieurs mesures de confiance convenues par les dirigeants des deux parties, la priorité ayant été donnée au déminage de la zone tampon, conformément au mandat qui lui a été confié. En collaboration avec les forces en présence, elle a lancé un programme de déminage portant sur 18 zones jugées dangereuses (neuf de chaque côté de la ligne de cessez-le-feu). Des progrès importants ont été réalisés, les deux parties ayant fixé des délais et commencé à neutraliser des mines dans leurs zones respectives. Le programme se poursuivra au cours du prochain exercice.

22. La composante militaire a renforcé la liaison à tous les niveaux de commandement entre la Force et les forces en présence dans le cadre d'un nouveau plan d'action, suivant la recommandation formulée dans l'étude des capacités militaires réalisée en janvier 2018, qui s'appuyait sur l'examen stratégique de novembre 2017 et a été suivie par un concept d'opérations militaires, établi en décembre 2018. La composante militaire a adapté ses patrouilles mobiles pour améliorer sa capacité à régler les tensions croissantes causées par les demandes opposées des agriculteurs situés à proximité de la ligne de cessez-le-feu septentrionale. Des tactiques ont été mises en place pour faire face à l'utilisation accrue de la zone tampon, dont l'accès a été élargi et où les incursions sont de plus en plus fréquentes. En outre, la Force a continué de soutenir le Secrétaire général dans la mission de bons offices qu'il mène à Chypre, notamment en assurant la sécurité pour les réunions de dirigeants.

Réalisation escomptée 2.1 : Maintien du cessez-le-feu et de l'intégrité de la zone tampon des Nations Unies

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Maintien du nombre de violations du cessez-le-feu à son minimum (2016/17 : 194 ; 2017/18 : 222 ; 2018/19 : 250)	Au total, 520 violations ont été signalées pendant l'exercice 2018/19 Le nombre supérieur aux prévisions s'explique principalement par l'augmentation des violations liées à la progression des forces dans les secteurs contestés de la zone tampon, ainsi que par l'augmentation des violations du statu quo et des violations concernant les constructions, les armes et les dépassements d'effectifs

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
83 064 jours-personne de patrouille mobile, dont 77 064 jours-personne de patrouille (3 personnes par patrouille x 494 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; 3 640 jours-personne de patrouille conjointe avec la police des Nations Unies (2 personnes par patrouille x 35 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; 104 jours-personne de patrouille conjointe avec le Bureau intégré de la coordination des activités civiles dans le secteur (1 personne par patrouille x 2 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; 2 256 jours-personne de patrouille aérienne (4 personnes par patrouille x 47 patrouilles par mois x 12 mois)	107 944	Jours-personne de patrouille mobile
	100 620	Jours-personne de patrouille
	4 472	Jours-personne de patrouille conjointe avec la police des Nations Unies
	260	Jours-personne de patrouille conjointe avec le Bureau intégré de la coordination des activités civiles dans le secteur
	2 592	Jours-personne de patrouille aérienne
		Le produit exécuté est supérieur aux prévisions en raison de l'augmentation du volume des activités civiles non autorisées dans la zone tampon et de la réaction des forces en présence, ce qui a provoqué des

		violations telles que des constructions et des dépassements d'effectifs par les forces en présence
5 720 jours-personne de patrouille mobile effectués par le groupe des observateurs militaires et des officiers de liaison, dont 1 872 dans le secteur 1 (2 personnes par patrouille x 18 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; 1 560 dans le secteur 2 (2 personnes par patrouille x 15 patrouilles par semaine x 52 semaines) ; et 2 288 dans le secteur 4 (2 personnes par patrouille x 22 patrouilles x 52 semaines)	5 720	Jours-personne de patrouille mobile effectués par le groupe des observateurs militaires et des officiers de liaison
	1 872	Jours-personne de patrouille dans le secteur 1
	1 560	Jours-personne de patrouille dans le secteur 2
	2 288	Jours-personne de patrouille dans le secteur 4
10 220 jours-personne de service dans des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont 3 285 dans le secteur 1, au camp San Martin (5 personnes x 365 jours) et au camp Roca (4 personnes x 365 jours) ; 2 190 dans le secteur 2, à la caserne Wolseley (6 personnes x 365 jours) ; 1 825 dans le secteur 4, au camp Général Stefanik (4 personnes x 365 jours) et au camp Szent István (1 personne x 365 jours) ; 2 920 dans la zone protégée par les Nations Unies (8 personnes x 365 jours)	10 220	Jours-personne de service dans des installations des Nations Unies dans 6 camps
	3 285	Jours-personne dans le secteur 1, aux camps San Martin et Roca
	2 190	Jours-personne dans le secteur 2, à la caserne Wolseley
	1 825	Jours-personne dans le secteur 4, aux camps Général Stefanik et Szent István
	2 920	Jours-personne dans la zone protégée par les Nations Unies
12 045 jours-personne de service dans les postes d'observation permanents (11 postes x 1 personne par poste x 3 roulements x 365 jours)	10 950	Jours-personne de service dans les postes d'observation permanents
		Le produit exécuté est inférieur aux prévisions en raison de la réduction du nombre de postes d'observation permanents (129), l'un des postes ayant été transféré à la composante Police des Nations Unies en novembre 2018
365 jours-personne de service en poste d'observation de jour (1 poste x 1 personne x 365 jours)	365	Jours-personne de service en poste d'observation de jour
23 725 jours-personne de service pour assurer la sécurité des installations des Nations Unies dans 6 camps, dont 2 920 dans le secteur 1, aux camps San Martin et Roca (2 personnes par camp x 2 camps x 2 roulements x 365 jours) ; 2 920 dans le secteur 2, à la caserne Wolseley (8 personnes x 365 jours) ; 4 380 dans le secteur 4, aux camps Général Stefanik et Szent István (3 personnes par camp x 2 camps x 2 roulements x 365 jours) ; 13 505 dans la zone protégée par les Nations Unies (37 personnes x 365 jours)	23 725	Jours-personne de service pour assurer la sécurité des installations des Nations Unies dans 6 camps
	2 920	Jours-personne dans le secteur 1, aux camps San Martin et Roca
	2 920	Jours-personne dans le secteur 2, à la caserne Wolseley
	4 380	Jours-personne dans le secteur 4, aux camps Général Stefanik et Szent István
	13 505	Jours-personne dans la zone protégée par les Nations Unies
1 188 heures de patrouille et d'appui aériens (99 heures de vol par mois x 12 mois) sur toute la longueur de la zone tampon	946	Heures de patrouille et d'appui aériens
		Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par l'exploitation partielle de

	deux hélicoptères, en raison de problèmes techniques et de l'impossibilité de se procurer les pièces de rechange nécessaires à la réalisation d'importants travaux d'entretien des appareils
7 683 contacts quotidiens de liaison avec les forces en présence, à tous les niveaux, sur les questions concernant la zone tampon, se répartissant comme suit : 2 208 au quartier général de la Force (14 contacts par semaine x 52 semaines x 3 officiers de liaison ; 1 contact par mois avec la commandante de la Force x 12 mois et 1 contact par mois avec le chef d'état-major x 12 mois) et 5 475 au niveau des secteurs (15 contacts x 365 jours)	8 571 Contacts quotidiens de liaison avec les forces en présence, à tous les niveaux, sur les questions concernant la zone tampon
	2 731 Contacts au quartier général de la Force
	5 840 Contacts au niveau des secteurs
	Le nombre de contacts a été plus élevé que prévu en raison du renforcement des activités de liaison et de dialogue, conformément à la recommandation issue de l'examen stratégique mené en 2017
56 210 jours-personne de service dans une section de réserve d'intervention rapide, dont 17 520 jours-personne en position d'astreinte à 2 heures (16 personnes par section x 3 secteurs x 365 jours) ; 9 855 jours-personne en position d'astreinte à 30 minutes (9 personnes par section x 3 secteurs x 365 jours) ; 21 900 jours-personne à la Réserve mobile de la force en position d'astreinte à 2 heures (30 personnes par section x 2 sections x 365 jours) ; 2 190 jours-personne de réserve d'intervention rapide (2 personnes x 3 sections x 365 jours) ; 1 095 jours-personne dans une réserve d'intervention héliportée en position d'astreinte à 30 minutes (3 personnes x 1 hélicoptère x 365 jours) ; 3 650 jours-personne de patrouille de police militaire (2 personnes de la police militaire de la force par patrouille x 5 patrouilles par jour x 365 jours)	56 210 Jours-personne de service dans une section de réserve d'intervention rapide
	17 520 Jours-personne de service dans une section de réserve d'intervention rapide en position d'astreinte à 2 heures
	9 855 Jours-personne de service dans une section de réserve d'intervention rapide en position d'astreinte à 30 minutes
	21 900 Jours-personne à la Réserve mobile de la force en position d'astreinte à 2 heures
	2 190 Jours-personne de réserve d'intervention rapide
	1 095 Jours-personne dans une réserve d'intervention héliportée en position d'astreinte à 30 minutes
	3 650 Jours-personne de patrouille de police militaire
Surveillance quotidienne de la zone tampon par télévision en circuit fermé, système de localisation de cibles, GPS et moyens d'observation nocturne	Oui Tous les mécanismes
3 850 jours-personne d'appui, dont 1 250 auprès des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des missions de bons offices et des autres participants aux activités de renforcement de la confiance, de réconciliation et d'aide humanitaire et aux réunions des dirigeants et représentants des deux parties ; 150 lors de manifestations officielles ; 500 aux activités de réapprovisionnement en fournitures humanitaires ; 1 950 sous la forme d'une aide militaire lors de manifestations locales, notamment de pèlerinages,	3 874 Jours-personne d'appui
	936 Jours-personne d'appui auprès des organismes, fonds et programmes des Nations Unies, des missions de bons offices et des autres participants aux activités de renforcement de la confiance, de réconciliation et d'aide humanitaire et aux réunions des dirigeants et représentants des deux parties
	162 Jours-personne d'appui lors de manifestations officielles

de commémorations, de manifestations et de rencontres entre communautés	516 Jours-personne d'appui aux activités de réapprovisionnement en fournitures humanitaires
	2 260 Jours-personne d'appui sous la forme d'une aide militaire lors de manifestations locales, notamment de pèlerinages, de commémorations, de manifestations et de rencontres entre communautés Le résultat, supérieur aux prévisions, tient principalement au fait qu'il y a eu plus de manifestations que prévu pendant l'exercice
Entretien et surveillance de 13 292 mètres de clôture entourant les 4 champs de mines restants ; planification de la lutte antimines et études non techniques ; directives techniques sur les engins explosifs et gestion sans risques des munitions ; consignes sur les engins explosifs, en vue de permettre au Comité des personnes disparues à Chypre de mener ses activités en toute sécurité ; sensibilisation au danger des mines et des restes explosifs de guerre afin d'appuyer les mesures de protection de la Force et les mesures de confiance, et de faciliter le retour à la normale	13 292 Mètres de clôture entourant les 4 champs de mines restants entretenus et surveillés

Composante 3 : police des Nations Unies

23. Les membres de la police des Nations Unies ont concentré leurs efforts sur le renforcement de la confiance entre les deux communautés et sur les activités liées à l'utilisation croissante de la zone tampon à des fins civiles. Ils ont également renforcé leur appui aux autres composantes en intensifiant leurs patrouilles, et continué de mettre à profit leurs relations avec les forces de police respectives et les autres autorités compétentes ainsi qu'avec des organisations non gouvernementales des deux parties pour définir des stratégies plus efficaces afin de lutter contre la criminalité dans le village bicommunautaire de Pyla. Ils ont fréquemment aidé les autorités de maintien de l'ordre des deux parties à enquêter sur les infractions commises dans la zone tampon, notamment celles concernant la chasse illégale et la mise en décharge sauvage. La police des Nations Unies a continué de soutenir l'application de mesures de confiance, de chercher de nouvelles façons de promouvoir la coopération entre les autorités de police des deux parties dans les affaires criminelles touchant les deux communautés, et d'appuyer les missions de bons offices du Secrétaire général concernant le Comité technique de la criminalité et des questions pénales et la salle de communication mixte. Elle a continué de faciliter l'organisation d'escortes au point de passage de Limnitis/Yesilirmak et ses activités de surveillance se sont considérablement intensifiées après l'ouverture de deux points de passage supplémentaires.

Réalisation escomptée 3.1 : Renforcement du maintien de l'ordre dans la zone tampon des Nations Unies

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Diminution du nombre d'incidents ou de violations graves grâce au renforcement des mesures de	546 violations ont été commises pendant l'exercice 2018/19

prévention et à la coopération accrue avec les services de police et les autres entités des deux parties chargées du maintien de l'ordre (2016/17 : 173 ; 2017/18 : 410 ; 2018/19 : 150)	L'augmentation des violations s'explique principalement par l'augmentation du nombre de décharges sauvages et d'arbres abattus

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
5 840 jours-personne de patrouille de la police des Nations Unies (2 policiers par équipe x 8 équipes x 365 jours)	11 076	Jours-personne de patrouille de la police des Nations Unies Ce chiffre, supérieur aux prévisions, s'explique principalement par l'application des recommandations de l'examen stratégique visant à réaffecter des policiers du quartier général à des fonctions de patrouille et par le ciblage de domaines d'intérêt spécifiques impliquant la chasse, le braconnage, la contrebande, le vol, la décharge sauvage et d'autres activités illégales
2 555 jours-personne de surveillance des points de passage assurée par la police des Nations Unies (1 policier x 7 points de passage x 365 jours)	4 376	Jours-personne de surveillance des points de passage assurée par la police des Nations Unies Le produit exécuté est supérieur aux prévisions en raison de l'ouverture de deux points de passage supplémentaires (Deryneia/Derinya et Léfka/Lefke)
520 jours-personne d'aide humanitaire fournie par la police des Nations Unies aux Chypriotes grecs et aux maronites dans la partie nord et aux Chypriotes turcs dans la partie sud (2 policiers x 5 jours par semaine x 52 semaines)	520	Jours-personne d'aide humanitaire de la police des Nations Unies
3 952 jours-personne d'activités liées à la réglementation de l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles menées par la police des Nations Unies (7 policiers x 5 jours par semaine x 52 semaines = 1 820, et 41 policiers x 1 jour par semaine x 52 semaines = 2 132)	3 952	Jours-personne d'activités liées à la réglementation de l'utilisation de la zone tampon à des fins civiles menées par la police des Nations Unies
312 jours-personne d'activités de liaison avec les autorités de police et les autres entités chargées du maintien de l'ordre des deux parties menées par la police des Nations Unies (2 policiers x 3 jours de réunion par semaine x 52 semaines)	312	Jours-personne d'activités de liaison menées par la police des Nations Unies
728 jours-personne consacrés à l'organisation, par la police des Nations Unies, d'escortes au point de passage de Limnitis/Yesilirmak (2 policiers par jour x 7 jours par semaine x 52 semaines)	728	Jours-personne d'activités d'escorte menées par la police des Nations Unies
48 jours-personne d'assistance technique de la police des Nations Unies au Comité technique de	48	Jours-personne d'assistance technique de la police des Nations Unies

la criminalité et des questions pénales (1 policier x 1 jour de réunion par semaine x 48 semaines)	
260 jours-personne d'activités de liaison et de surveillance de la salle de communication mixte menées par la police des Nations Unies (1 policier x 5 jours par semaine x 52 semaines)	260 Jours-personne d'activités de liaison et de surveillance menées par la police des Nations Unies

Composante 4 : appui

24. Au cours de l'exercice considéré, la composante Appui a, aux fins de l'exécution du mandat de la Force, assuré des services efficients et économiquement avantageux en matière de logistique, de finances, d'administration et de sécurité ; pour ce faire, elle a exécuté les produits prévus et amélioré les services.

25. La principale amélioration constatée au cours de l'exercice considéré concerne la construction du nouveau camp d'hébergement temporaire afin de faciliter la réinstallation des soldats résidant dans des logements délabrés à l'hôtel Ledra Palace (secteur 2) dans de nouveaux locaux situés à proximité. À cet égard, les composantes de la Force ont dû déployer d'importants efforts de coordination afin de libérer l'hôtel Ledra Palace rapidement et en perturbant le moins possible les opérations de la Force. La modernisation du système et de l'infrastructure électriques du camp San Martin (secteur 1) ainsi que l'installation, la mise à l'essai et le démarrage du système de stockage par batterie photovoltaïque (solaire) au camp Général Stefanik ont permis à la Force de réaliser des gains d'efficience et de réduire son empreinte écologique.

26. La Force a acquis 11 véhicules hybrides en remplacement de véhicules classiques à moteur à essence dans le cadre de son plan quinquennal progressif visant à remplacer les véhicules de location par des véhicules appartenant à l'ONU. L'acquisition de véhicules hybrides dans le cadre d'un accord d'achat local représentait une solution plus économique : les coûts d'entretien devraient être moindres et les véhicules de ce type, qui consomment moins de carburant que les véhicules classiques, permettent de répondre à l'objectif consistant à réduire les incidences environnementales.

27. Pendant l'exercice, la Force a continué de fournir un appui logistique et administratif complet à la mission de bons offices du Secrétaire général à Chypre et au Comité des personnes disparues à Chypre, ainsi qu'un appui à d'autres organismes des Nations Unies menant des activités sur l'île, en fonction des besoins.

Réalisation escomptée 4.1 : Services d'appui à la Force rapides, efficaces, efficients et responsables

Indicateurs de succès prévus	*Indicateurs de succès effectifs*
Pourcentage des heures de vol approuvées qui ont été utilisées (à l'exclusion des opérations de recherche et de sauvetage et d'évacuation sanitaire secondaire et primaire) (2016/17 : 98 % ; 2017/18 : 96 % ; 2018/19 : ≥ 90 %)	80,0 % Le nombre d'heures de vol inférieur aux prévisions s'explique par l'exploitation partielle de deux hélicoptères, en raison de problèmes techniques et de l'impossibilité de se procurer les pièces de rechange nécessaires à la réalisation d'importants travaux d'entretien des appareils
Engagements de l'exercice précédent annulés en pourcentage des engagements reportés d'exercices antérieurs (2016/17 : 8,7 % ; 2017/18 : 3,5 % ; 2018/19 : ≤ 5 %)	2,0 % Résultat obtenu par un suivi continu des engagements avant la fin de l'année

Pourcentage annuel moyen des postes autorisés soumis à un recrutement international qui ne sont pas pourvus (2016/17 : 5,6 % ; 2017/18 : 5,4 % ; 2018/19 : 7 %)	5,1 %
Pourcentage annuel moyen de femmes parmi le personnel civil recruté sur le plan international (2016/17 : 47 % ; 2017/18 : 50 % ; 2018/19 : ≥ 50 %)	49,3 %
Nombre moyen de jours ouvrables nécessaires au recrutement sur une liste de réserve, de la date limite de dépôt des candidatures à la sélection des candidats, pour tous les postes ouverts à un recrutement international (2016/17 : 60 ; 2017/18 : 55 ; 2018/19 : ≤ 45)	78 jours Ce chiffre, supérieur aux prévisions, s'explique par le fait que le nombre de candidats présélectionnés pour un poste ouvert à un recrutement international a été plus élevé que prévu
Note globale sur le tableau de bord environnemental du Département de l'appui aux missions (2017/18 : 86 ; 2018/19 : 100)	86,0 La note inférieure aux prévisions s'explique par la demande en énergie supérieure à la moyenne, le niveau élevé de la consommation d'eau dans un pays soumis à un stress hydrique modéré et la poursuite des négociations avec le Gouvernement hôte afin de faciliter l'installation et l'exploitation des centrales solaires de la Force. La note a toutefois été influencée positivement par le bon rendement de la production d'électricité de la Force, qui a eu accès au réseau électrique national et aux systèmes d'épuration municipaux, ainsi qu'à un nouveau site d'élimination des déchets
Pourcentage de problèmes liés à l'informatique et aux communications réglés selon les délais fixés en fonction du degré de gravité (grave, moyennement grave, pas grave) (2017/18 : 88,6 % ; 2018/19 : ≥ 85 %)	97,0 %
Respect de la politique de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain (2016/17 : 70 % ; 2017/18 : 70 % ; 2018/19 : 100 %)	75,0 % Le taux de respect de la politique est inférieur aux prévisions en raison des retards rencontrés dans la mise en place et l'application du programme de gestion des risques concernant la sécurité du travail sur le terrain et de problèmes techniques liés au système d'établissement des rapports périodiques. À la fin de l'exercice, des mesures correctives avaient été mises en place pour favoriser l'application de la politique
Note globale concernant l'indice de performance du Département de l'appui aux missions en matière de gestion du matériel, sur la base de 20 indicateurs clés de résultats (2016/17 : 1 896 ; 2017/18 : 1 827 ; 2018/19 : ≥ 1 800)	1 954

Pourcentage, au 30 juin, de membres des contingents dont l'hébergement est fourni par l'ONU et est conforme aux normes, comme prévu dans les mémorandums d'accord (2016/17 : 100 % ; 2017/18 : 100 % ; 2018/19 : 100 %)	100 %
Respect par les fournisseurs des normes de l'ONU relatives à la livraison et à la qualité des rations ainsi qu'à la gestion des stocks (2016/17 : 95,7 % ; 2017/18 : 99,5 % ; 2018/19 : ≥ 95,0 %)	98,7 %
Nombre mensuel d'accidents de la route (2016/17 : 3,4 ; 2017/18 : 4,25 ; 2018/19 : 3)	En moyenne, 4,4 accidents se sont produits tous les mois Le nombre d'accidents de la route supérieur aux prévisions s'explique principalement par le fait que les nouveaux membres du personnel connaissent mal les conditions de circulation à Chypre

Produits prévus	*Produit(s) exécuté(s) : oui/non ou nombre*	*Observations*
Amélioration des services		
Exécution du plan d'action pour l'environnement dans la zone de la mission, conformément à la stratégie environnementale du Département de l'appui aux missions	Oui	Des projets environnementaux ont été exécutés afin de réduire l'empreinte carbone de la Force et des campagnes ont été menées régulièrement pour encourager les économies d'énergie, notamment par la distribution de circulaires
Appui à la mise en œuvre de la stratégie et du plan détaillé de gestion de la chaîne d'approvisionnement du Département de l'appui aux missions	Oui	Un appui à l'exécution de la stratégie a été fourni dans le cadre de processus d'examen et de révision continus
Remplacement de 30 ordinateurs de bureau vieillissants par des clients légers pour infrastructure de bureau virtuel (augmentation de 25 % par rapport au déploiement actuel) permettant une baisse de la consommation d'électricité, une réduction des besoins en appui et en maintenance et un déploiement plus rapide	Non	Ce produit n'a pas été exécuté en raison de la migration vers des services d'informatique en nuage, qui s'appuient uniquement sur l'infrastructure locale, ce qui a entraîné des besoins supplémentaires en stockage et en puissance pour les serveurs, d'où une incapacité à prendre en charge l'architecture clients légers
Services d'audit et de contrôle des risques et de la conformité		
Application des recommandations formulées par le Bureau des services de contrôle interne devant être mises en œuvre d'ici à la fin de l'année (31 décembre) et de toute autre recommandation non encore appliquée formulée par le Comité des commissaires aux comptes au cours d'exercices budgétaires antérieurs et acceptée par la direction	10	Recommandations du Bureau des services de contrôle interne devant être mises en œuvre
	6	Recommandations du Comité des commissaires aux comptes datant de plus d'un an
	13	Recommandations non encore appliquées formulées par le Comité des commissaires

		aux comptes au cours de l'exercice budgétaire précédent
Services de transports aériens		
Exploitation et entretien de 3 hélicoptères	3	Hélicoptères
Exécution des 1 188 heures de vol prévues par des prestataires militaires aux fins des patrouilles et des missions d'observation, de recherche et sauvetage et d'évacuation sanitaire primaire et secondaire	946	Heures de patrouille et d'appui aériens Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par l'exploitation partielle de deux hélicoptères, en raison de problèmes techniques et de l'impossibilité de se procurer les pièces de rechange nécessaires à la réalisation d'importants travaux d'entretien des appareils
Contrôle des normes de sécurité aérienne pour 3 appareils, ainsi que 17 aérodromes et sites de poser	3	Appareils
	18	Aérodromes et sites de poser Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par la réouverture du site de poser d'hélicoptère au poste de commandement 10 au vu des besoins opérationnels
Services relatifs au budget, aux finances et à l'information financière		
Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services budgétaires, financiers et comptables concernant un budget de 55,7 millions de dollars, comprenant des contributions volontaires en nature chiffrées à 0,6 million de dollars	52,9	Millions de dollars approuvés dans le budget et 0,6 million de dollars en contributions volontaires en nature
Établissement de la version définitive des états financiers annuels de la Force, conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU	Oui	La version définitive des états financiers a été établie conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public et au Règlement financier et aux règles de gestion financière de l'ONU
Services au personnel civil		
Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, de services de gestion des ressources humaines à un effectif maximal autorisé de 158 civils (39 agents recrutés sur le plan international, dont 1 temporaire, et 119 recrutés sur le plan national), notamment d'un appui direct en ce qui concerne le traitement des indemnités, prestations et avantages, le recrutement et la sélection du personnel, la gestion des postes, l'établissement du budget et la gestion de la performance	37	Agents recrutés sur le plan international (effectif moyen)
	117	Agents recrutés sur le plan national (effectif moyen)
Organisation d'activités de formation dans la zone de mission (bénéficiaires : 225 membres du personnel civil, soit 52 agents recrutés sur le plan international et 173 sur le plan national) et appui à la formation organisée à l'extérieur de la zone de la mission (bénéficiaires : 23 membres du personnel	315	Participants à des activités de formation dans la zone de la mission
	30	Participants à des activités de formation à l'extérieur de la zone de la mission

civil, soit 12 agents recrutés sur le plan international et 11 sur le plan national)		
Appui au traitement de 46 demandes de voyage en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation et de 23 demandes de voyage à des fins de formation présentées par des membres du personnel civil	49	Demandes de voyage à l'extérieur de la zone de la mission à des fins autres que la formation
	22	Demandes de voyage à des fins de formation
Services d'ingénierie et de gestion des installations et des infrastructures		
Services d'entretien et de réparation portant sur 57 installations de la mission réparties entre 26 sites, y compris le traitement d'un nombre annuel moyen de 3 500 demandes de services	26	Sites
	2 883	Demandes de services traitées Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par les améliorations apportées au cours des exercices précédents, notamment le remplacement de matériel vétuste et la mise en place de programmes d'entretien efficaces qui ont permis de réduire le nombre de pannes
Exécution de 7 projets de construction, de rénovation et d'aménagement, y compris l'entretien de 75 kilomètres de route et de 17 sites de poser d'hélicoptères	7	Projets de construction, de rénovation et d'aménagement Le nombre inférieur aux prévisions est dû à la révision de l'ordre de priorité des activités de façon à couvrir des dépenses au titre du personnel civil plus élevées que le montant inscrit au budget
	71	Kilomètres de pistes de patrouille
	18	Sites de poser d'hélicoptère Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par la réouverture du site de poser d'hélicoptère au poste de commandement 10 au vu des besoins opérationnels
Exploitation et entretien de 52 groupes électrogènes appartenant à l'ONU	49	Groupes électrogènes appartenant à l'ONU Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par la réduction des stocks de groupes électrogènes conformément aux recommandations issues de l'examen des besoins de la Force en la matière
Exploitation et entretien d'installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU, dont 6 stations de traitement et de purification de l'eau dans 4 sites	6	Installations d'approvisionnement en eau et de traitement des eaux appartenant à l'ONU
Fourniture de services de gestion des déchets, y compris de collecte et d'élimination des déchets liquides et solides, dans 26 sites	26	Sites
Fourniture de services de nettoyage, d'entretien des périmètres, de lutte phytosanitaire et de	26	Sites
	6	Sites

blanchisserie dans 26 sites, et de services de restauration dans 6 sites	
Services de gestion du carburant	
Gestion de l'approvisionnement et du stockage de 974 148 litres de carburant (211 420 pour les opérations aériennes, 619 800 pour les transports terrestres et 142 928 pour les groupes électrogènes et d'autres installations) et de lubrifiants dans les points de distribution et les installations de stockage de l'île	939 040 Litres de carburant (nombre total)
	165 010 Litres de carburant aviation Le nombre inférieur aux prévisions s'explique par l'exploitation partielle d'un appareil de la flotte pendant 6 mois
	626 783 Litres de carburant destinés aux transports terrestres Le nombre supérieur aux prévisions est imputable aux besoins opérationnels
	147 247 Litres de carburant destinés aux groupes électrogènes et aux appareils de chauffage Le nombre supérieur aux prévisions est imputable aux besoins opérationnels
Services de technologies géospatiales, d'informatique et de télécommunications	
Fourniture de 324 radios portatives, de 225 radios mobiles pour véhicules et de 46 radios fixes, ainsi que de l'appui y afférent	324 Radios portatives
	225 Radios mobiles pour véhicules
	46 Radios fixes
Exploitation et maintenance d'un réseau de téléphonie, de télécopie, de visioconférence et d'échange de données, de 8 centraux téléphoniques, de 34 liaisons hertziennes et de 5 terminaux de réseau satellitaire mondial à large bande, et gestion de 384 forfaits pour téléphone mobile par satellite	8 Centraux téléphoniques
	34 Liaisons hertziennes
	5 Terminaux de réseau satellitaire mondial à large bande
	384 Forfaits pour téléphone mobile par satellite
Fourniture de 255 ordinateurs et de 45 imprimantes pour un effectif moyen de 301 utilisateurs civils et en tenue, ainsi que de 190 appareils et 19 imprimantes permettant aux membres des contingents de travailler sur le terrain, et fourniture de services d'appui connexes et d'autres services communs	255 Ordinateurs pour 301 utilisateurs civils et en tenue
	45 Imprimantes pour 301 utilisateurs civils et en tenue
	190 Ordinateurs pour les membres des contingents
	19 Imprimantes pour les membres des contingents
Appui et entretien de 6 réseaux locaux ou longue distance dans 25 sites	6 Réseaux locaux
	25 Réseaux longue distance
Analyse de données géospatiales portant sur une surface de 10 000 kilomètres carrés, mise à jour des couches topographiques et thématiques et production de 300 cartes	Oui L'analyse a été effectuée au moyen du système d'intégration et de diffusion des données géospatiales
	200 Cartes produites (plus de 145 exemplaires imprimés)

	Le nombre est inférieur aux prévisions en raison de la mise en œuvre du nouveau système mobile de diffusion de l'information géospatiale, qui permet d'accéder instantanément à des cartes et à des images numériques
Services médicaux	
Exploitation et entretien de centres médicaux appartenant à l'ONU (3 cliniques ou dispensaires de niveau I et 8 postes de premiers secours) et appui aux centres médicaux appartenant aux contingents (2 cliniques de niveau I) et à ceux appartenant à l'ONU (4 cliniques de niveau I) dans 6 sites	3 Centres médicaux de niveau I
	8 Postes de premiers secours
	2 Centres médicaux de niveau I appartenant aux contingents
	4 Cliniques de niveau I appartenant à l'ONU
Entretien des dispositifs d'évacuation sanitaire vers 7 centres médicaux (2 de niveau III et 5 de niveau IV) dans 4 sites dans la zone de la Force	2 Centres médicaux de niveau III
	5 Centres médicaux de niveau IV
Services de gestion de la chaîne d'approvisionnement	
Fourniture, dans la limite des pouvoirs délégués, d'un appui à la planification et à la recherche de fournisseurs pour l'achat de biens et de produits de base d'un montant estimé à 7,2 millions de dollars	6,5 Millions de dollars pour les biens et les produits de base
Dans la limite des pouvoirs délégués, gestion et comptabilisation des immobilisations corporelles, des stocks avec ou sans valeur marchande et des équipements dont la valeur est inférieure au seuil d'immobilisation, d'un coût historique total de 21,2 millions de dollars, et communication de l'information y relative	17,7 Millions de dollars pour les immobilisations corporelles
	7,9 Millions de dollars pour les stocks et équipements avec ou sans valeur marchande
Services au personnel en tenue	
Déploiement, relève et rapatriement d'un effectif maximum autorisé de 929 militaires et policiers (62 officiers d'état-major, 798 membres des contingents et 69 policiers des Nations Unies)	53 Officiers d'état-major (effectif moyen)
	755 Membres des contingents (effectif moyen)
	67 Membres de la police des Nations Unies (effectif moyen)
Inspection et vérification du matériel majeur appartenant aux contingents et contrôle du respect des normes relatives au soutien logistique autonome, et établissement de rapports à ce sujet, pour 3 unités militaires réparties dans 4 sites	12 Vérifications menées dans le cadre de la mission
	4 Rapport d'inspection présentés au Siège
	2 Grandes tournées d'inspection organisées
Fourniture et stockage de rations, y compris de combat, et d'eau en bouteille pour un effectif moyen de 802 membres des contingents (y compris les officiers d'état-major)	808 Membres des contingents, dont des officiers d'état-major (effectif moyen)
Appui au traitement des demandes d'indemnités et prestations pour un effectif moyen de 869 militaires et policiers	875 Membres des contingents et du personnel de police (effectif moyen)
	755 Membres des contingents

	53 Officiers d’état-major
	67 Membres du personnel de police
Appui au traitement de 10 demandes de voyages en dehors de la zone de la mission à des fins autres que la formation et de 3 demandes de voyage à des fins de formation	6 Demandes de voyage hors de la zone de la mission
	8 Demandes de voyage à des fins de formation
Services de gestion des véhicules et de transport terrestre	
Exploitation et entretien de 199 véhicules appartenant à l’ONU (143 véhicules légers de transport de passagers, 30 véhicules à usage spécial, 4 ambulances, 2 véhicules blindés, et 20 autres véhicules, remorques et attelages spécialisés), 23 véhicules appartenant aux contingents et 65 véhicules de location, et fourniture de services de sécurité routière et d’autres services de transport	188 Véhicules appartenant à l’ONU Le nombre est inférieur aux prévisions en raison du retard intervenu dans la livraison des véhicules, qui ont été reçus en août 2019
	23 Véhicules appartenant aux contingents
	76 Véhicules de location Le nombre a été plus élevé que prévu en raison du retard mentionné ci-dessus concernant la livraison des véhicules destinés à remplacer les véhicules de location ; en conséquence, des véhicules de location ont été utilisés
VIH/sida	
En collaboration avec le Groupe du VIH/sida de la FINUL, organisation de 2 campagnes de consultation et de dépistage confidentiels du VIH, dans le cadre d’une démarche volontaire, à l’intention de toutes les catégories de personnel de la Force	Non Aucun dépistage volontaire (test de base) n’a été effectué dans les centres médicaux de l’ONU, et il n’a pas été offert de services de consultation confidentiels étant donné que les gouvernements qui fournissent des contingents font passer un examen médical aux soldats avant leur déploiement
Diffusion de messages en faveur des changements sociaux et comportementaux nécessaires à la prévention du VIH, au moyen notamment de la sensibilisation, de l’éducation par les pairs, de l’information et de supports de communication pour tout le personnel de la Force	Oui Des programmes de sensibilisation ont été mis en place (formation initiale obligatoire, distribution de préservatifs masculins et féminins, production d’une vidéo sur la Journée mondiale du sida publiée sur les pages des médias sociaux de la Force, organisation d’une réunion-débat et d’une manifestation sur la situation mondiale actuelle à l’intention de l’ensemble du personnel et organisation d’une veillée aux bougies pour commémorer toutes les personnes touchées par le VIH)

Sécurité

Établissement, actualisation et présentation de documents essentiels relatifs à la sécurité, notamment le plan de sécurité pour le pays, les évaluations des risques de sécurité, les comptes rendus d'incident, les mises à jour et bilans relatifs à la sécurité et les rapports portant sur les opérations d'évacuation et de réception	Oui	L'exécution du produit a consisté à réviser le plan de sécurité pour le pays, qui comprend divers plans d'urgence, y compris un plan d'évacuation et de réinstallation, un plan d'intervention en cas d'événement entraînant un lourd bilan humain, des plans de gestion des crises, un plan de communication et un plan de coordination en cas d'urgence, et à mettre à jour l'évaluation des risques de sécurité, les mesures de gestion des risques et les mesures de sécurité applicables au domicile pour le système de gestion de la sécurité des Nations Unies à Chypre
Mise en œuvre de mesures anti-incendie adéquates afin de garantir une intervention efficace en cas d'incendie, d'atténuer les dégâts et de prévenir les risques, dans l'ensemble des installations de l'ONU	Oui	L'exécution de ce produit a consisté à mener des évaluations périodiques de la sécurité incendie, des mesures de prévention et des risques, à organiser des cours de formation à la sécurité incendie à l'intention de l'ensemble du personnel de la mission, à effectuer des exercices d'évacuation incendie, à coordonner étroitement les activités avec les services d'urgence du pays hôte, notamment dans le cadre de réunions, et à revoir les plans d'urgence en cas d'incendie, à savoir les plans de sécurité, les plans d'intervention immédiate, y compris pour les incendies causés par des combustibles, et les plans et procédures d'évacuation d'urgence
Délivrance de plus de 1 300 cartes d'identité de l'ONU et de badges d'accès à la zone protégée par les Nations Unies aux différentes catégories de personnel qui doivent avoir accès à cette zone et au camp des Bérets bleus	1 400	Cartes d'identité et badges d'accès Le nombre supérieur aux prévisions s'explique par le fait que davantage de membres du personnel militaire que prévu ont eu besoin de cartes d'identité compte tenu des relèves supplémentaires opérées par les pays fournisseurs de contingents
Coordination de la protection rapprochée offerte aux hauts responsables de la Force et aux personnalités en visite	Oui	L'exécution du produit a consisté à assurer la liaison pour les questions de sécurité et à mettre en place des mesures de sécurité spécifiques, y compris, mais sans s'y limiter, des dispositifs de protection grâce aux ressources de la mission, au Gouvernement hôte et, dans certains cas, aux entités chargées de la sécurité internationale
Contrôle des conditions de sécurité au domicile du responsable désigné/chef de la Force et d'autres membres du personnel	Oui	L'exécution du produit a consisté à visiter des lieux d'hébergement locaux, notamment des hôtels, afin d'évaluer s'ils étaient adaptés pour loger des fonctionnaires en

		visite dans la zone de la mission et des membres du personnel, le cas échéant
Initiation aux questions de sécurité, formation de base à la prévention des incendies et exercices d'évacuation en cas d'incendie à l'intention de tous les nouveaux membres du personnel	Oui	L'exécution du produit a consisté à organiser des stages réguliers sur les questions de sécurité et la lutte contre les incendies, des séances d'information et des stages périodiques de formation des formateurs pour tout le personnel des Nations Unies travaillant au service de la Force, du Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour Chypre et de l'équipe de pays des Nations Unies à Chypre

III. Exécution du budget

A. Ressources financières

(En milliers de dollars des États-Unis ; exercice budgétaire allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019)

			Écar	
	Montant alloué	*Dépenses*	*Montant*	*Pourcentage*
Catégorie	*(1)*	*(2)*	*(3) = (1) – (2)*	*(4)=(3)/(1)*
Militaires et personnel de police				
Observateurs militaires	–	–	–	–
Contingents	19 524,3	19 100,7	423,6	2,2
Police des Nations Unies	2 583,3	2 263,2	320,1	12,4
Unités de police constituées	–	–	–	–
Total partiel	**22 107,6**	**21 363,9**	**743,7**	**3,4**
Personnel civil				
Personnel recruté sur le plan international	6 396,8	6 099,1	297,7	4,7
Personnel recruté sur le plan national	8 830,5	8 501,0	329,5	3,7
Volontaires des Nations Unies	–	–	–	–
Personnel temporaire (autre que pour les réunions)	138,0	132,2	5,8	4,2
Personnel fourni par des gouvernements	–	–	–	–
Total partiel	**15 365,3**	**14 732,3**	**633,0**	**4,1**
Dépenses opérationnelles				
Observateurs électoraux civils	–	–	–	–
Consultants et services de consultants	33,1	15,4	17,7	53,5
Voyages officiels	259,8	246,8	13,0	5,0
Installations et infrastructures	7 326,2	7 276,9	49,3	0,7
Transports terrestres	2 187,2	2 802,9	(615,7)	(28,2)
Opérations aériennes	2 565,3	2 122,9	442,4	17,2
Opérations maritimes ou fluviales	–	125,9	(125,9)	–
Informatique et communications	1 655,7	1 812,7	(157,0)	(9,5)
Santé	300,2	209,4	90,8	30,2
Matériel spécial	–	–	–	–
Fournitures, services et matériel divers	1 138,5	847,8	290,7	25,5
Projets à effet rapide	–	–	–	–
Total partiel	**15 466,0**	**15 460,7**	**5,3**	**0,0**
Montant brut	**52 938,9**	**51 556,9**	**1 382,0**	**2,6**
Recettes provenant des contributions du personnel	2 527,5	2 445,1	82,4	3,3
Montant net	**50 411,4**	**49 111,8**	**1 299,6**	**2,6**
Contributions volontaires en nature (budgétisées)[a]	592,2	456,2	136,0	23,0
Total	**53 531,1**	**52 013,1**	**1 518,0**	**2,8**

[a] Dont une contribution du Gouvernement chypriote au titre des services d'entretien des locaux de la Force et de l'acquisition de matériel pour les installations et infrastructures, ainsi que des rations.

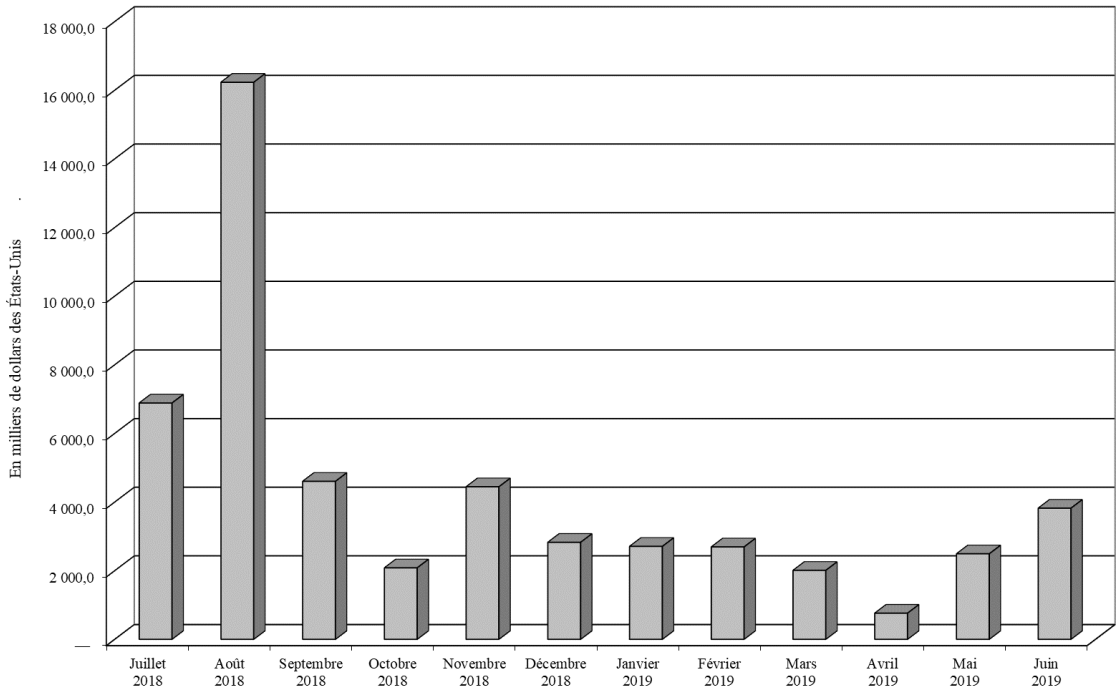
B. Récapitulatif des réaffectations de ressources

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Répartition initiale du montant approuvé*	*Montants réaffectés*	*Répartition révisée*
I. Militaires et personnel de police	22 107,6		22 107,6
II. Personnel civil	15 365,3	(42)	15 323,3
III. Dépenses opérationnelles	15 466,0	42	15 508,0
Total	**52 938,9**	**–**	**52 938,9**
Pourcentage de réaffectations			**0,0**

28. La réaffectation de ressources à laquelle il a été procédé au cours de l'exercice s'explique par le fait que les dépenses au titre de l'acquisition de véhicules ont été supérieures aux prévisions, du fait que certains véhicules appartenant à l'ONU étaient si vétustes qu'ils occasionnaient des coûts d'entretien élevés et ne pouvaient plus être utilisés en toute sécurité. La réaffectation de fonds de la catégorie II a été possible grâce à des dépenses moins élevées que prévu au titre du personnel civil, les montants versés au titre des traitements du personnel recruté sur le plan national ayant été inférieurs aux prévisions en raison de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, et les dépenses communes de personnel afférentes au personnel recruté sur le plan international ayant également été moins élevées que prévu.

C. Évolution des dépenses mensuelles



29. Le pic constaté en juillet et en août 2018 s'explique principalement par la comptabilisation d'engagements de dépenses au titre du remboursement, aux pays fournisseurs de contingents, du coût des contingents au taux standard et des dépenses

afférentes au matériel appartenant aux contingents et aux services de maintenance assurés pendant l'exercice 2018/19.

D. Autres produits et ajustements

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Dépenses*
Produits des placements	238,3
Produits divers ou accessoires	39,7
Contributions volontaires en espèces	–
Ajustements sur exercices antérieurs	–
Engagements d'exercices antérieurs : annulations	141,4
Total	**419,4**

E. Matériel appartenant aux contingents : matériel majeur et soutien logistique autonome

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Dépenses*
Contingents	
Matériel majeur	649,6
Soutien logistique autonome	176,2
Total	**825,8**

Facteurs applicables à la mission	*Pourcentage*	*Date d'entrée en vigueur*	*Date du dernier examen*
A. Facteurs applicables à la zone de la Mission			
Contraintes du milieu	–	–	–
Usage opérationnel intensif	–	–	–
Actes d'hostilité ou abandon forcé	1,7	1er juillet 2017	31 janvier 2018
B. Facteurs applicables aux pays d'origine			
Différentiel de transport	0,25-3,75		

F. Contributions non budgétisées

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie	*Valeur*
Contributions prévues par l'accord sur le statut des forces[a]	882,9
Contributions volontaires en nature[b]	114,8
Total	**997,7**

[a] Y compris la valeur marchande de l'usage des postes d'observation et des bâtiments à usage de bureaux ou de logements mis à la disposition des contingents et de la police des Nations Unies par le Gouvernement chypriote.

[b] Fourniture à titre gracieux, par un organisme public œuvrant en faveur de la paix, de la sécurité et du développement, de services d'experts en vue de l'exécution des tâches relatives aux affaires civiles.

IV. Analyse des écarts[1]

		Écart
Contingents	423,6	2,2 %

30. La sous-utilisation des crédits est principalement due : a) à des dépenses inférieures aux prévisions au titre de l'indemnité de subsistance (missions), en raison d'un nombre d'officiers d'état-major moins important que celui prévu au budget (53 contre 62) et de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux de change effectif moyen s'étant établi à 0,876 euro pour 1 dollar au lieu de 0,837 euro pour 1 dollar prévu au budget ; b) à des dépenses plus faibles que prévu pour les rations, également imputables à la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis ; c) à des dépenses moins élevées que prévu au titre des voyages (déploiement, relève et rapatriement), en raison du recours à l'affrètement aérien pour certains voyages, solution plus économique que les vols commerciaux prévus au budget ; d) à la non-utilisation des crédits prévus au titre du fret pour le rapatriement du matériel appartenant aux contingents, cette opération ayant été effectuée pendant l'exercice précédent.

31. La sous-utilisation des crédits a été en partie contrebalancée par : a) des dépenses plus élevées que prévu au titre du remboursement au taux standard, le taux mensuel de remboursement, approuvé par l'Assemblée générale dans sa résolution 72/285, ayant été supérieur à celui inscrit au budget à compter du 1er juillet 2018 ; b) un taux de vacance de postes effectif moyen (hors officiers d'état-major) inférieur aux prévisions (6,0 % au lieu de 6,7 %).

		Écart
Police des Nations Unies	320,1	12,4 %

32. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par : a) des dépenses inférieures aux prévisions au titre de l'indemnité de subsistance (missions), en raison de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux de change effectif moyen s'étant établi à 0,876 euro pour 1 dollar, contre 0,837 euro pour 1 dollar prévu au budget ; b) des dépenses inférieures aux prévisions au titre des

[1] Les écarts, dont le montant est exprimé en milliers de dollars des États-Unis, sont analysés lorsqu'ils atteignent ± 5 % ou 100 000 dollars.

voyages (déploiement, relève et rapatriement), le maintien en fonctions de plusieurs agents au-delà des 12 mois prévus ayant permis de faire moins de relèves que prévu.

		Écart
Personnel recruté sur le plan international	297,7	4,7 %

33. La sous-utilisation des crédits tient essentiellement à ce que : a) les dépenses communes de personnel (indemnité pour frais d'études, prime de réinstallation et de rapatriement et indemnité versées en compensation des jours de congé annuel accumulés) ont été inférieures aux prévisions ; b) le coefficient d'ajustement moyen effectif a été inférieur à celui prévu dans le budget approuvé (16,3 % au lieu de 21,70 %). Elle a été en partie contrebalancée par le fait que le taux effectif moyen de vacance de postes a été moins élevé que prévu (5,3 % au lieu de 10,0 %).

		Écart
Personnel recruté sur le plan national	329,5	3,7 %

34. La sous-utilisation des crédits tient principalement à des dépenses inférieures aux prévisions au titre des traitements en raison de la dépréciation de l'euro par rapport au dollar des États-Unis, le taux de change moyen s'étant établi à 0,876 euro pour 1 dollar, contre un taux prévu de 0,837 euro pour 1 dollar. Elle a été en partie contrebalancée par des dépenses communes de personnel plus élevées que prévu, imputables aux prestations qu'il a fallu verser à quatre agents des services généraux recrutés sur le plan national ayant cessé leur service, pour lesquelles aucun crédit n'avait été inscrit au budget approuvé.

		Écart
Consultants et services de consultants	17,7	53,5 %

35. La sous-utilisation des crédits tient principalement à ce que certains services de consultants ont été reportés à l'exercice 2019/20, les priorités concernant les activités ayant été redéfinies afin qu'on puisse financer les dépenses relatives au transfert de troupes du secteur 2 de l'hôtel Ledra Palace vers de nouveaux locaux à la caserne Wolseley.

		Écart
Transports terrestres	(615,7)	(28,2 %)

36. Le dépassement de crédits s'explique principalement par : a) l'acquisition, dans le cadre du remplacement progressif approuvé des véhicules loués, de 29 véhicules au lieu de 12 prévus au budget, 17 véhicules appartenant aux Nations Unies étant en trop mauvais état pour continuer d'être utilisés en toute sécurité ; b) des coûts plus élevés que prévu au titre de la location de véhicules, des véhicules ayant dû être loués plus longtemps que prévu (12 mois au lieu de 6 prévus) en raison du retard intervenu dans la livraison de certains véhicules de remplacement achetés au cours de l'exercice ; c) des dépenses supérieures aux prévisions au titre des carburants et lubrifiants, puisque le prix moyen réel par liste s'est établi à 0,764 dollar pour le diesel et à 0,657 dollar pour l'essence, et non à 0,678 dollar et 0,615 dollar, respectivement, comme prévu dans le budget.

	Écart	
Opérations aériennes	442,4	17,2 %

37. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que les dépenses afférentes à la location et à l'exploitation d'hélicoptères ont été inférieures aux prévisions, le nombre d'heures de vol s'étant établi à 946 au lieu de 1 188 car les deux hélicoptères de la flotte n'étaient que partiellement opérationnels en raison de problèmes techniques et du manque de pièces de rechange pour les gros travaux d'entretien des appareils.

	Écart	
Opérations maritimes ou fluviales	(125,9)	(0 %)

38. Le dépassement de crédits s'explique principalement par l'acquisition de conteneurs maritimes pour le transport de locaux préfabriqués en vue de la réinstallation à la caserne Wolseley des soldats qui résidaient à Ledra Palace, pour laquelle un crédit avait été inscrit à la rubrique Installations et infrastructures.

	Écart	
Informatique et communications	(157,0)	(9,5 %)

39. Le dépassement de crédits est principalement imputable à l'achat de matériel informatique et de matériel de communications pour les caméras de vidéosurveillance, les moniteurs et les serveurs, pour lesquels un crédit avait été inscrit à la rubrique Installations et infrastructures au titre de l'achat de matériel de sûreté et de sécurité.

	Écart	
Santé	90,8	30,2 %

40. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par le fait que les dépenses afférentes aux services médicaux ont été inférieures aux prévisions, étant donné que : a) le nombre de traitements dispensés a été moins élevé que prévu, compte tenu de l'entrée en vigueur d'une procédure d'autorisation pour les traitements prodigués à l'extérieur des installations de la Force, conformément à la recommandation du Bureau des services de contrôle interne tendant à renforcer les contrôles exercés sur l'approbation de la prise en charge médicale des membres des contingents ; b) le nombre de cas graves, qui sont pris en charge dans le pays d'origine des membres des contingents concernés, a été plus élevé que prévu, alors que les prévisions budgétaires étaient basées sur des cas moins graves.

	Écart	
Fournitures, services et matériel divers	290,7	25,5 %

41. La sous-utilisation des crédits s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions au titre du fret, imputables : a) au fait que les 11 véhicules hybrides ont été achetés sur le marché local et qu'une remise sur le tarif du fret a été accordée en dédommagement du retard intervenu dans la livraison d'autres véhicules ; b) à des taux de fret effectifs moyens inférieurs au taux standard appliqué dans le budget approuvé.

V. Décisions que l'Assemblée générale est appelée à prendre

42. **En ce qui concerne le financement de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre, il conviendrait que l'Assemblée générale :**

a) se prononce sur l'affectation du solde inutilisé de l'exercice allant du 1er juillet 2018 au 30 juin 2019, soit 1 382 000 dollars ;

b) se prononce sur l'affectation des autres produits de l'exercice clos le 30 juin 2019, soit 419 400 dollars [produits des placements (238 300 dollars), produits divers ou accessoires (39 700 dollars) et l'annulation d'engagements d'exercices antérieurs (141 400 dollars)].